

MANIFESTE

1 million de paysans

1 million d'engagements possibles pour
la transition agroécologique d'ici 2050.

Prendre à bras le corps le défi démographique agricole en tenant compte des enjeux de demain : voilà ce à quoi nous devons nous atteler, sans attendre, L'heure n'est plus à la projection et cette urgence doit résonner comme une opportunité unique pour appuyer et accompagner enfin la transition agroécologique. Nous avons besoin, pour cela, d'un million de paysans et paysannes partout sur le territoire d'ici 2050 !

50%

des agriculteurs seront en âge de partir à la retraite dans les 10 prochaines années.



Clotilde BATO
Citoyenne et
co-présidente du
Collectif Nourrir

"Manquer de paysans demain, c'est tirer un trait sur notre souveraineté alimentaire en étant dépendants d'un système qui n'a pas les moyens d'offrir une alimentation de qualité et diversifiée pour tous, et qui videra nos campagnes de leur tissu économique et social déjà fragile. Une France sans paysan demain, c'est une France qui se meurt."

200

fermes disparaissent chaque semaine en France

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une véritable hémorragie : celle de la disparition des paysans. Sans rupture radicale dans l'organisation du monde agricole, l'objectif de souveraineté alimentaire formulé par beaucoup ne peut être qu'un mirage. La France prend aujourd'hui la voie d'un système agricole et alimentaire sans avenir ni paysans : encore 100 000 de moins en 10 ans, tandis que la moitié des agriculteurs actuellement en activité sera en âge de partir à la retraite dans les 10 ans à venir. Cette tendance n'est pas nouvelle mais les chocs récents (crises sanitaires et économiques, impacts du changement climatique, conflits) ne font que l'amplifier. Face à cette situation, certains prônent une troisième révolution agricole reposant sur la robotique, le numérique et la génétique. Cette vision maintiendrait les paysans dans un système de dépendance nocif pour la viabilité et la résilience de leurs fermes, tout en accentuant le déclin de la population paysanne, et sans répondre aux enjeux de climat et de biodiversité. Le défi central réside aujourd'hui dans notre volonté d'orienter rapidement notre agriculture vers des systèmes équitables et résilients, en capacité de faire vivre nos paysans et paysannes, nos territoires, de préserver l'environnement et d'assurer une alimentation saine, durable et diversifiée pour l'ensemble des citoyens et citoyennes. Pour cela, nous avons besoin d'un million de paysans et paysannes d'ici 2050 pour porter une transition agroécologique, à même d'assurer des systèmes agricoles et alimentaires justes, démocratiques et écologiques.

1er défi : Soutenir la multiplication de fermes agroécologiques sur les territoires

Actuellement, le nombre de nouveaux installés ne permet pas de compenser les départs en retraite : plus d'un tiers n'est pas remplacé. Les verrous à lever sont nombreux pour inverser cette tendance et permettre 40 000 installations par an. Les profils éloignés de l'installation (les moins formés, plus de 40 ans, publics précaires, femmes) sont ceux qui renoncent le plus, alors qu'ils sont la clé du renouvellement des générations. L'installation ne peut se raisonner sous forme d'un parcours unique. La diversité des profils et des formes d'installation imposent une adaptation de l'accompagnement (dès l'émergence), des formations et moyens de financement, ainsi qu'une répartition du foncier et de l'eau plus équilibrée. Revaloriser les métiers agricoles dans ce qu'ils amènent est déterminant pour susciter des vocations. Il est nécessaire de garantir des conditions d'activité ancrées sur les territoires, respectueuses de l'environnement et favorables à l'épanouissement des personnes. Le métier de paysan doit cesser de rimer avec précarité et isolement. Il doit, à l'inverse, attirer une diversité de profils, notamment non issus du milieu agricole, vers des projets porteurs d'avenir. Enfin, emprunter la voie de la démocratie alimentaire doit permettre de renforcer le lien entre production et consommation, déterminant pour orienter nos systèmes vers l'agroécologie. Le soutien à une diversité de projets ne sera possible que si les instances de décision et de suivi aux niveaux national et régional s'ouvrent aux différentes organisations citoyennes et paysannes et à la société civile.



Laurence Marandola, paysanne en Ariège

A l'installation sur la ferme en 2007, tout était à faire. Avec les contraintes du terrain et les étés de plus en plus caniculaires, les activités ont dû être adaptées à l'environnement et le projet initial a fortement évolué. Cueillette de plantes sauvages, culture de plantes aromatiques et médicinales transformées sur la ferme, production de jus de pommes : trois ateliers se complètent sur la ferme avec des interactions bénéfiques entre élevage et agriculture. L'introduction d'un élevage de lamas, très résilients face au froid, à la chaleur et la sécheresse, a été une évidence, permettant production de laine, débroussaillage et portage en montagne. Notre ferme montre qu'un élevage respectueux et contribuant au tissu social et économique des territoires les plus reculés est possible. Avec 3 personnes travaillant sur la ferme, diversification et adaptation sont la clé pour continuer à produire, donner du sens et vivre de notre métier de paysan.

Florent Sebban et Sylvie Guyot, maraîchers en Essonne

Trouver où installer notre activité en maraîchage fut un vrai parcours du combattant, surtout ne venant pas du milieu agricole. Dans la plaine de la Beauce, notre ferme est un ovni entouré de champs de céréales. Plutôt que de reproduire le modèle productiviste de la région destiné à l'exportation, nous avons choisi de nourrir localement et de travailler en lien avec la population locale au travers d'une AMAP. Aujourd'hui, sur le village, nous fournissons près d'une famille sur dix avec lesquelles nous décidons, ensemble, d'expérimenter un modèle agricole soutenable et solidaire. Notre modèle est pérenne économiquement et socialement. Il peut se reproduire autant que possible dans les campagnes, mais pas sans volonté du politique.



2e défi : Assurer la reprise des fermes à céder, comme levier de transition

La transmission des fermes entre générations d'agriculteurs est un levier déterminant pour permettre le maintien d'un maillage important de paysans et de paysannes sur notre territoire. En ouvrant le champ des possibles, le moment de la transmission est clé pour impulser la transformation des activités en place sur la ferme en faveur de systèmes plus respectueux du vivant et de l'environnement. Pourtant, 200 fermes disparaissent chaque semaine et les conséquences vont au-delà de la non reprise de l'activité agricole : ce sont les savoirs et savoir-faire qui se perdent. Dans le même temps, la taille moyenne des exploitations ne cesse de grandir pour atteindre 25% de plus en 10 ans. Cette tendance est le résultat de politiques publiques menées depuis des dizaines d'années et ayant contribué à une spécialisation et une surcapitalisation des exploitations agricoles. Elles deviennent alors trop grandes, trop chères et un véritable frein à l'évolution des pratiques à plus grande échelle. Face à cela, la sensibilisation et l'accompagnement dans la préparation à la transmission sont indispensables mais trop peu déployés aujourd'hui. Pour assurer un avenir désirable et vivable pour les paysans et paysannes en retraite, il est essentiel de déconstruire très tôt la perception d'une ferme qui serait impossible à céder, lever les craintes associées à la transmission hors cadre familial et accompagner cédants et repreneurs dans leurs réflexions et la concrétisation des projets de restructuration. Aucune ferme à transmettre ne doit disparaître.

3e défi : Dessiner les contours d'une agriculture vivante et durable

Le changement climatique et la perte de la biodiversité touchent de plein fouet les paysans et les paysannes. Sécheresses, canicules, précipitations intenses, perturbation des écosystèmes, disparition d'espèces, appauvrissement des sols, (...) sont autant de facteurs mettant en péril les capacités de production d'une alimentation saine, diversifiée et locale. L'agriculture subit ce qu'elle a contribué à générer et il est temps de mettre un terme à ce cercle vicieux. L'heure n'est plus à la promotion d'un modèle agricole industrialisé et destructeur pour l'environnement. Alors que la concentration des terres verrouille la possibilité d'une transition massive vers l'agroécologie, il est nécessaire d'installer sur des fermes plus petites, plus diversifiées, et plus sobres, et dont les productions correspondent davantage aux besoins alimentaires de leurs territoires. Cela passe aussi par une refonte de notre système de régulation foncière. Les enjeux d'adaptation et de transition doivent être pleinement intégrés dans l'enseignement agricole, aujourd'hui trop orienté vers le modèle productiviste, ainsi qu'aux parcours de formation et d'installation des paysans et paysannes. Ils impliquent également un soutien fort à la transmission et à la restructuration des systèmes. Ainsi, des critères stricts doivent être appliqués à l'octroi de financements publics permettant la diversification des productions, l'autonomisation des fermes, dont le développement du pâturage, le soutien à l'élevage paysan, la relocalisation des productions, le soutien à l'agriculture biologique et la sortie de la dépendance aux pesticides et aux engrais de synthèse.

Il est urgent de changer de cap et d'adopter un cadre d'action ambitieux pour conjuguer renouvellement des générations agricoles et transition agroécologique. Atteindre 1 million de paysans et de paysannes d'ici 2050 n'est pas une utopie : c'est une nécessité à laquelle les politiques publiques doivent résolument s'atteler.

Philippe Camburet, producteur de céréales en Bourgogne

J'ai repris la ferme familiale en agriculture biologique avec mon frère alors que tout nous incitait à investir dans la production céréalière intensive, à recours d'engrais et de pesticides de synthèse. Pour moi, il était important de s'assurer que le travail de ma terre ne soit pas nocif pour l'eau, les sols, les animaux qui y vivent, mais aussi pour nous et les personnes qui consommeront nos produits. Le système de production autonome de notre ferme lui permet également d'être résiliente en cas de crise. Pour que l'agriculture française continue à fonctionner quand les gazoducs et les oléoducs sont fermés, c'est ce type de ferme que les politiques doivent soutenir et multiplier car elles sont les plus utiles pour la société.



La taille moyenne des fermes a augmenté de

25%

en 10 ans, prenant ainsi la voie d'une agriculture intensive et spécialisée.



Mathieu Courgeau
Paysan en Vendée
et co-président du
Collectif Nourrir

Le constat est simple : il nous faut 1 million de paysans et paysannes à l'horizon 2050 pour sauver le climat et la biodiversité ! Puisque ce métier est au coeur des enjeux de la nécessaire transition écologique, il est primordial que tous ces futurs paysans soient encouragés en ce sens !

40 000

nouveaux paysans par an sont nécessaires pour remédier à la disparition des fermes et généraliser la transition agroécologique

Le Collectif Nourrir rassemble plus de 50 organisations paysannes, de protection de l'environnement et du bien-être animal, de solidarité internationale, de citoyen·ne·s - consommateur·rice·s et de santé. Nous travaillons à la mise en place de politiques agricoles et alimentaires justes, démocratiques et écologiques.

